

BILLET DE BLOG 2 juillet 2026

Ce que Bonn et Londres révèlent sur l'avenir de l'action climatique

Auteurs

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

🕒 Temps de lecture: 13 min



Les débats sur le climat sont désormais pris en étau entre deux discours contradictoires. D'un côté, des voix de plus en plus nombreuses affirment que la transition est désormais inéluctable : le déploiement des énergies renouvelables continue de s'accélérer, les investissements dans les énergies propres ont dépassé ceux consacrés aux combustibles fossiles, et l'électrification prend de l'ampleur dans tous les secteurs. D'autre part, les tensions géopolitiques, la faiblesse de la coopération multilatérale et la montée des réactions politiques hostiles alimentent un sentiment de pessimisme quant aux perspectives d'une action climatique collective et coordonnée, pourtant indispensable. Aucun de ces discours ne rend pleinement compte de la réalité. Ce billet de blog décrit comment ces discours se sont développés à Bonn et à Londres au cours des dernières semaines et analyse ce qu'ils laissent présager pour l'avenir proche.

Les négociations de Bonn (SB64) et la Semaine de l'action pour le climat de Londres — soit les deux dernières rencontres internationales multipartites sur le climat organisées en amont de la COP 31 — ont offert un aperçu utile de l'état actuel de la diplomatie climatique. Au fil des sessions de négociation, événements parallèles et discussions informelles, une image commune s'est dégagée : des transformations majeures sont en cours, mais dans un contexte de plus en plus contesté et fragmenté.

Le défi majeur de cette décennie ne consiste peut-être plus à susciter de nouveaux engagements climatiques et à rallier les pays à leur cause. Il s'agit peut-être plutôt d'apprendre à naviguer dans une transition qui s'accélère, se géopolitise et devient de plus en plus controversée sur le plan politique.

Des signes d'accélération

Malgré l'incertitude politique, plusieurs signes indiquent que les éléments clés de la transition continuent de prendre de l'ampleur.

L'électrification en est l'un des exemples les plus évidents. La présidence de la COP 31 en a fait une [priorité phare](#) et la Semaine de l'action pour le climat de Londres a vu le lancement de l'initiative *Electrify Now*. L'électrification est de plus en plus considérée comme une voie centrale vers la décarbonation, capable également de favoriser la sécurité énergétique, l'accessibilité financière et la compétitivité — autant d'objectifs nationaux mis en évidence par la crise d'Ormuz.

Cette évolution reflète des tendances structurelles plus profondes. Selon l'[AIE](#), les investissements mondiaux dans les technologies d'énergie propre dépassent désormais largement ceux consacrés aux combustibles fossiles. Le déploiement des énergies renouvelables continue de croître rapidement et 2025 est devenue la première année où une technologie basée sur les énergies renouvelables — le solaire photovoltaïque en l'occurrence — constitue la première source mondiale de nouvelles capacités électriques installées. [L'Irena](#) souligne la nécessité d'électrifier tant la demande que l'offre, dans des secteurs tels que les transports, le bâtiment et l'industrie, afin de permettre la transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Pourtant, d'importantes lacunes subsistent. Les subventions aux combustibles fossiles continuent de créer des distorsions sur les marchés et dans les décisions en matière de dépenses publiques, tandis que les efforts visant à améliorer leur transparence et à les supprimer progressivement sont au point mort dans les grandes économies — ce dossier a disparu de l'ordre du jour du G7 et du G20, où il était pourtant débattu depuis 2009. De plus, le programme d'électrification ne résout pas automatiquement le défi persistant de l'accès à l'énergie. Pour de nombreux pays en développement, l'élargissement de l'accès à l'électricité nécessite des investissements substantiels non seulement dans la production, mais aussi dans les réseaux, le stockage et les systèmes de distribution, à un moment où le financement public du développement subit une pression croissante.

Un deuxième signe d'accélération concerne l'évolution du régime climatique lui-même. La « mise en œuvre » est devenue le cadre dominant de la diplomatie climatique. À Bonn, ce langage est apparu dans pratiquement tous les volets des négociations. De nombreuses discussions — formelles et informelles — ont porté sur la manière de poursuivre la réforme du régime climatique afin d'en optimiser l'efficacité. Dans le cadre des négociations formelles, l'accent mis sur la mise en œuvre a naturellement conduit à des discussions sur le financement, mais pas dans la perspective traditionnelle des « moyens de mise en œuvre ».

Les discussions sur le financement climatique semblent s'éloigner progressivement des engagements de grande envergure pour s'orienter vers des réformes plus concrètes visant à améliorer l'accès au financement et à mobiliser les investissements ; elles révèlent toutefois des clivages politiques persistants et une frustration croissante parmi les pays en développement face à l'absence de résultats tangibles, ainsi qu'une inquiétude générale quant à savoir si les bonnes personnes sont présentes à la table des négociations pour que ces discussions aboutissent. L'accès au financement est apparu comme un thème récurrent susceptible d'orienter les préparatifs de la COP 31, notamment en ce qui concerne l'adaptation et les besoins des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés.

Un paradoxe important est toutefois apparu. Alors que la mise en œuvre occupait une place prépondérante dans le discours politique, les processus existants de la CCNUCC, spécifiquement conçus pour tirer les enseignements de cette mise en œuvre et alimenter le processus en retour d'expérience, n'ont suscité qu'un intérêt relativement limité. C'est le cas de l'Examen multilatéral facilitateur des progrès (FMCP), au cours duquel 37 Parties — représentant la moitié des émissions mondiales — ont présenté leurs progrès vers la réalisation de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), ou encore du Dialogue annuel sur le Bilan mondial. Cela suggère un fossé croissant entre le discours politique sur la mise en œuvre et l'existence d'une compréhension commune des opportunités et des limites effectives pour la soutenir au sein de la CCNUCC, compte tenu des interprétations divergentes de ce qu'implique la « mise en œuvre » ([Iddri, 2025a](#)) qui sont apparues au cours des discussions de l'année dernière. Les discussions sur l'Agenda mondial pour l'action climatique ont été plus animées, offrant un moyen clair de relier les résultats des négociations, tels que le Bilan mondial, aux efforts menés tant par les acteurs non étatiques que par les Parties en dehors du processus formel.

Un autre signe de plus en plus manifeste que le changement climatique s'inscrit désormais dans la réalité économique est le débat croissant autour de l'assurabilité, particulièrement présent à Londres. La hausse des coûts et l'inassurabilité croissante des actifs et communautés exposés au changement climatique obligent à intégrer les risques climatiques dans les prises de décision économiques et financières, comme l'illustre la place prépondérante accordée à ce sujet dans le volet financier tant du dernier G20 (sous la présidence de l'Afrique du Sud, cf. [Iddri, 2025b](#)) que du G7 sous présidence française ([Iddri, 2026](#)). La question n'est plus de savoir si les changements climatiques affecteront les économies, mais comment les gouvernements, les entreprises et les citoyens géreront ces impacts. Si cette gestion des impacts constitue le bout de la chaîne des politiques d'adaptation, cela suscite une certaine mobilisation et une réflexion sur l'efficacité des mesures d'adaptation, que les travaux techniques sur les indicateurs visant à mesurer les progrès vers l'objectif d'adaptation peinent à mettre en œuvre.

L'action climatique prend (encore davantage) une dimension géopolitique

Bonn et Londres ont également mis en évidence une autre réalité : l'action climatique et la géopolitique sont de plus en plus indissociables. L'hypothèse selon laquelle les systèmes d'énergie propre réduiraient les tensions géopolitiques cède la place à une réalité plus nuancée. La transition ne supprimera peut-être pas la géopolitique ; elle pourrait bien la remodeler.

Le premier dialogue de la CCNUCC sur le climat et le commerce a suscité un vif intérêt, mais a également mis en évidence de profondes tensions autour des mesures de taxation carbone aux frontières, de la compétitivité industrielle et des opportunités de développement. Les débats sont restés fortement politisés, reflétant souvent des désaccords plus profonds entre le Nord et le Sud concernant la responsabilité, l'équité et les opportunités de développement. Le climat et le commerce ne font plus l'objet de discussions distinctes — la question reste de savoir où ce sujet sera abordé de manière efficace.

Londres a fait écho à bon nombre de ces débats à travers des discussions sur les minéraux critiques. Les récents changements réglementaires en Chine, les restrictions croissantes à l'exportation et les efforts du G7 pour réduire les dépendances stratégiques ([Iddri, 2026](#)) illustrent la manière dont les gouvernements cherchent à exercer un contrôle accru sur les ressources jugées essentielles à la transition énergétique.

Des participants issus de pays tels que l'Inde et le Brésil, ainsi que d'économies productrices riches en minerais, ont à plusieurs reprises exprimé leurs inquiétudes quant à savoir si les technologies d'énergie propre favoriseraient de nouvelles opportunités de développement ou reproduiraient les schémas familiers de dépendance vis-à-vis des ressources, de dégradation de l'environnement et de répartition inégale des bénéfices. Le risque n'est pas seulement que la transition prenne une dimension plus géopolitique, mais aussi qu'elle reproduise certaines des inégalités associées à l'économie des combustibles fossiles.

Pourquoi la confiance s'effrite-t-elle ?

Malgré des signes d'une accélération des actions, de nombreux participants ont quitté Bonn et Londres avec un sentiment mitigé : davantage d'activité, mais moins de confiance.

D'un point de vue procédural, les négociations à Bonn se sont déroulées sans heurts et ont couvert un vaste champ de sujets, mais le lien avec la réalité et la dynamique politique est souvent apparu [tenu](#). Les inquiétudes concernant la fragmentation, la baisse de la participation et l'efficacité des processus multilatéraux ont contribué à un sentiment plus général de perte de sens. Cela soulève une question pour l'écosystème climatique : quelle est la seule chose que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre dans ce processus ?

La moindre visibilité d'acteurs majeurs tels que l'Inde à Bonn et la Chine à Londres a reflété cette tendance. Cela n'implique pas un affaiblissement des actions climatiques nationales, mais plutôt que les tensions géopolitiques liées aux déséquilibres perçus, générés par les modèles de développement d'un certain nombre de grands pays, ainsi que la prolifération de formats de coopération à plus petite échelle, façonnent de plus en plus l'engagement international.

La propagation croissante de la mésinformation et de la désinformation constitue une autre source de préoccupation. À mesure que les politiques climatiques affectent plus directement les industries, les investissements et les modes de vie, elles se retrouvent mêlées à des conflits politiques et culturels plus larges. Les impacts climatiques se font de plus en plus sentir à travers les vagues de chaleur et les phénomènes extrêmes, mais il devient de plus en plus difficile de maintenir un consensus autour des solutions. La confiance dans les institutions, l'expertise et les processus décisionnels publics est mise à rude épreuve. C'est pourquoi, sous la bannière des « Friends of Science », une coalition regroupant certains pays riches et les nations les plus vulnérables du monde s'est engagée à Bonn à [protéger la science du climat dans le cadre des négociations de l'ONU](#).

La complexité n'est pas synonyme d'échec

La multiplicité des débats qui animent la diplomatie climatique peut donner l'impression que la transition perd son cap. C'est peut-être tout le contraire.

La politique climatique se situe désormais à la croisée de la politique économique, de la stratégie industrielle, du développement, du commerce et de la sécurité. Les débats opposant les énergies renouvelables à l'énergie

nucléaire, le climat à la compétitivité, ou le commerce à la coopération reflètent le fait que l'action climatique est devenue un enjeu politique et économique majeur.

Les discussions autour d'une transition juste vers l'abandon des combustibles fossiles en sont une illustration pertinente. La présidence de la COP 30 a mené des consultations sur la [feuille de route pour la transition vers l'abandon des combustibles fossiles](#) lors de ces deux événements, ainsi qu'entre les deux, en s'associant au gouvernement britannique pour organiser des dialogues spécifiques visant à mieux comprendre les points de vue des producteurs de combustibles fossiles. Les experts ont également profité de ces rencontres pour partager leurs [dernières recherches](#). L'accent est mis sur la mise en évidence des différentes réalités nationales, de la dépendance aux énergies fossiles et des opportunités d'essor des économies post-fossiles, afin que les pays puissent se positionner en termes de préparation à la transition et de coopération internationale pour comprendre comment mieux s'organiser, notamment du point de vue de la gouvernance. La diversité des points de départ et des obstacles ne signifie pas pour autant le rejet d'un objectif mondial commun ; bien au contraire, elle ouvre la voie à des collaborations plus efficaces. C'est pourquoi l'attention se porte désormais sur les feuilles de route nationales de transition, dans le cadre desquelles ces contextes nationaux peuvent être explorés, discutés au niveau national et transformés en une capacité renforcée à planifier, à mobiliser les acteurs et à attirer le soutien nécessaire. Les pays ont toutefois clairement indiqué qu'il ne s'agira pas simplement d'élaborer davantage de plans, mais de construire une coopération efficace sur la base de ceux-ci.

Pour les acteurs de la lutte contre le changement climatique, le défi consiste à distinguer le bruit de fond des changements structurels ; quant aux diplomates du climat, ils doivent identifier les collaborations susceptibles de façonner les voies suivies par leurs pays respectifs. Pour tous, il s'agit de rester pragmatiques face aux obstacles, lucides quant aux tensions et aux domaines où la coopération peut répondre à leurs propres besoins, et déterminés à suivre la voie tracée par l'Accord de Paris. Le chemin à parcourir sera peut-être plus semé d'embûches que beaucoup ne l'avaient prévu. Mais la direction à suivre reste claire.

[CLIMATE](#)[COP 30 CLIMAT](#)[CLIMATE INTERNATIONAL NEGOTIATIONS](#)[G7](#)